

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>24</b>	<b>1</b>

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Assainissement -  
Maîtrise d'ouvrage déléguée - Convention  
subséquente avec la commune de  
Roquefort les Pins

- Original
  - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.027

Date de la convocation :  
**Le 02/03/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **12 MARS 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **15 MARS 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTEINE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 08 mars 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 08 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**ABSENT :**

Kevin LUCIANO

**Monsieur CESARO,**

**Vu** loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », ayant modifié l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « Eau Potable » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence assainissement des eaux usées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées.

La C.A.S.A. dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des réseaux d'adduction d'eaux usées.

Ces compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

La Commune de Roquefort les Pins projette des travaux sur la RD2085 ce qui permet à la C.A.S.A. de réaliser concomitamment un projet d'extension du réseau de collecte des eaux usées, sous la RD2085 à partir du point GPS n° 3295-3223 D2085 jusqu'au Hameau du Colombier. Pour optimiser au mieux les incidences de la mise en œuvre de cette opération, la C.A.S.A et la Commune conviennent qu'il serait opportun de confier à la Commune de Roquefort les Pins au travers de la convention joint en annexe à la présente, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Ce projet sera confié par la Commune à un Maître d'œuvre et comprendra une étude globale d'assainissement jusqu'au Hameau du Colombier qui sera décomposée comme suit :

- ✓ Tranche 1 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'à Maria-Mater ;
- ✓ Tranche 2 à partir de Maria-Mater jusqu'au Hameau du Colombier.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux tels que décrits ci-après :

- Coût prévisionnel de la tranche 1 de cette opération estimée à 310 000 € TTC (études et travaux compris).

Le montant des travaux de la tranche 2 n'étant pas encore réalisé, un avenant à la convention sera établi suite à la réalisation de l'estimation.

**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 qui délègue au Bureau Communautaire l'approbation de conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée,

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Roquefort les Pins relative aux travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées de la RD2085 situé à Roquefort-Les-Pins, dont le projet est joint en annexe ;



- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Roquefort les Pins relative aux travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées de la RD2085 situé à Roquefort-Les-Pins, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 08 mars 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**



**Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux  
D'extension du réseau de collecte des eaux usées de la RD2085 situé à Roquefort-Les-Pins.**

**Entre :**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par **Joseph CESARO**  
conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 8 mars 2021

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

**Et :**

**La Commune de Roquefort les Pins** représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu  
d'une délibération du Conseil municipal du .....,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part.

**PREAMBULE**

La Commune de ROQUEFORT-LES-PINS souhaite réaliser un projet d'extension du réseau de collecte des eaux usées sous la RD2085 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'au Hameau du Colombier.

Ce projet sera confié par la Commune à un Maître d'œuvre et comprendra une étude globale d'assainissement jusqu'au Hameau du Colombier qui sera décomposée comme suit :

- ✓ Tranche 1 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'à Maria-Mater ;
- ✓ Tranche 2 à partir de Maria-Mater jusqu'au Hameau du Colombier.

Certains travaux programmés par la Commune impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de réseaux d'adduction d'eaux usées qui peuvent relever de la compétence de la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, ou leur finalisation et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de mandater la Commune, pour la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 - Objet**

La Commune de ROQUEFORT-LES-PINS souhaite réaliser une extension du réseau de collecte des eaux usées sous la RD2085 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'au Hameau du Colombier.

Le projet de la Commune impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation de réseaux d'adduction d'eaux usées qui relèvent de la compétence de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

## **Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage**

La Commune se voit mandater, par la présente, la maîtrise d'ouvrage au sens du Code de la Commande Publique pour tout ou partie des attributions ci-dessous :

- 1° La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté;
- 2° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- 3° L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;
- 4° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics relatifs à l'opération, ainsi que le suivi de leur exécution ;
- 5° Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics relatifs à l'opération;
- 6° La réception de l'ouvrage et la transmission à la C.A.S.A. des rapports relatifs aux essais de réception du réseau d'assainissement des eaux usées.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés par la présente convention seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

## **Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A**

La C.A.S.A assurera le financement des travaux qui feront l'objet d'une instruction du dossier par ses services. Cette instruction visera à définir la part de la compétence de la C.A.S.A dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

Cette opération étant définie en deux tranches :

- Tranche 1 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'à Maria-Mater ;
- Tranche 2 à partir de Maria-Mater jusqu'au Hameau du Colombier.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux tels que décrits ci-après :

- Coût prévisionnel de la tranche 1 de cette opération estimée à 310 000€ TTC (études et travaux compris).

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée. La C.A.S.A., règlera aux attributaires des marchés à hauteur les sommes dues, après validation du service fait par la Commune ou selon les modalités définies dans le marché correspondant.

Lorsque le projet technique retenu par la Commune répond à des objectifs complémentaires sortant des

compétences transférées, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution de base.

Le montant de la participation de la C.A.S.A est estimé à 310 000€ TTC, il comprend les études et les travaux. Le montant des travaux de la tranche 2 n'étant pas encore réalisé, un avenant à la présente convention sera établi suite à la réalisation de l'estimation.

Le montant pourra être ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

#### **Article 4 : Obligations de la Commune**

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

#### **Article 5 : Modalités de contrôle des parties**

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre :

- Convier à un jury au moins un représentant de la C.A.S.A ;
- Inviter au titre des personnalités qui peuvent être présentes à une commission d'appel d'offres au moins un représentant de la C.A.S.A ainsi qu'un représentant des autres intervenants à l'opération ;
- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

#### **Article 6 : Responsabilités & Assurance**

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la Commune au titre de mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

#### **Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune**

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

## **Article 8 : Contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis, le

**Pour la C.A.S.A  
Le Vice-Président délégué à l'eau et à  
l'assainissement**

**Joseph CESARO,**

**Pour la Commune  
Le Maire,**

**Michel ROSSI,**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 08/03/2021  
Numéro : BC\_2021\_027  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention subséquente avec la commune de Roquefort les Pins  
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : SARuDiu

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 15/03/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210308-BC\_2021\_027-DE

**Acte reçu**

Date : 08/03/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_027  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Maitrise d'ouvrage d'État - Convention subséquente avec la commune de Roquefort les Pins  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210308-BC\_2021\_027-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210308-BC\_2021\_027-DE-1-1\_2.PDF

N